

Bienvenue au royaume du capital algorithmique

Jonathan Durand Folco

Number 818, Fall 2022

GAFAM : briser l'emprise

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/99653ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Durand Folco, J. (2022). Bienvenue au royaume du capital algorithmique. *Relations*, (818), 16–19.

BIENVENUE AU ROYAUME DU CAPITAL ALGORITHMIQUE

Jonathan Durand Folco

L'auteur est professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul à Ottawa

Par-delà le pouvoir que les géants du numérique ont acquis ces dernières décennies, transformant de multiples aspects de notre vie en société, c'est à l'émergence d'un capital algorithmique que nous assistons — et participons, souvent à notre insu.

Durant la dernière décennie, les géants du numérique et les GAFAM en particulier ont détrôné les plus grandes entreprises financières, industrielles et pétrolières dans le palmarès mondial des sociétés cotées en bourse. C'est un signe du pouvoir extraordinaire qu'ils ont acquis. Outre ce succès économique, ces multinationales jouent un rôle prédominant dans différentes sphères de la vie sociale, comme on le sait : elles transforment les modèles de communication, l'organisation du travail, le monde politique, la culture et même, la subjectivité humaine. Plusieurs expressions tentent de décrire ce phénomène multidimensionnel : on parle de l'ère des *big data* (données massives), de la société algorithmique, de la quatrième révolution industrielle, du capitalisme de surveillance, de techno-féodalisme, etc. Comment expliquer ces métamorphoses et le monde que les GAFAM et consorts, avec de nouvelles technologies, sont en train de façonner ?

D'aucuns avancent un nouveau concept pour le faire : le capital algorithmique. L'amélioration continue des capacités de calcul et de stockage de données, la diffusion ultra-rapide permise par les téléphones intelligents et les médias sociaux, la révolution de l'apprentissage automatique des machines (*machine learning*) et le besoin de trouver de nouveaux débouchés aux investissements à la suite de la débâcle de 2007-2008 ont créé un cocktail parfait pour le passage vers un nouveau stade du capitalisme.

La ruée vers les données

Dans ce capitalisme, la dynamique d'accumulation du capital ne repose plus d'abord sur la financiarisation de l'économie, mais sur l'extraction massive de données et l'exploitation du travail digital¹, lesquelles permettent d'entraîner une série d'algorithmes capables d'automatiser d'innombrables tâches, processus et systèmes de décision au sein des entreprises, des services publics et d'outils faisant partie de notre quotidien. Nos commentaires, photos, vidéos et réactions sur Facebook, Instagram et TikTok, nos déplacements captés par Google, ou encore nos réunions sur Zoom, Microsoft Teams ou Google Meet pour le travail et l'école, constituent la matière première servant à accroître le pouvoir du capital algorithmique et son emprise sur nos vies. Nos données sont ainsi accaparées



Baron Lanteigne,
Perfect Suburb, 2021,
 animation, dimensions
 variables. Photo : Baron
 Lanteigne.

gratuitement, la plupart du temps sans notre consentement, pour être ensuite transformées en marchandises, puis vendues à des annonceurs et des tierces parties intéressés par nos profils, nos désirs, nos intérêts et nos habitudes de consommation, dans le but de nous vendre d'autres marchandises.

Si les récentes innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle pourraient théoriquement bénéficier à la société, la ruée vers les données (on dit qu'elles sont le « nouveau pétrole ») et les prouesses du *deep learning* (l'apprentissage en profondeur effectué par les machines algorithmiques) bénéficient pour l'instant d'abord et surtout aux plateformes numériques qui développent et exploitent ces technologies dans le but d'accroître leur puissance et leurs parts de marché. La dynamique expansive du capital, qui traverse toutes les époques du capitalisme, conquiert ainsi de nouveaux territoires de la vie intime et de l'activité humaine, de nos interactions sociales à nos émotions en passant par nos chambres à coucher. La « vie privée » est ainsi colonisée par le capital qui « surveille » divers aspects de nos existences et trouve de nouvelles façons de se valoriser. Mais les données servent aussi et, surtout, à augmenter la performance des algorithmes qui permettent d'accroître la productivité et d'automatiser diverses tâches et décisions jadis effectuées par des êtres humains.

Outre le fait d'être le cœur d'une dynamique d'accumulation, le capital algorithmique constitue une forme inédite de *pouvoir*. Dans la littérature académique, on parle ainsi de « gouvernementalité algorithmique » (Rouvroy), d'algocratie (Aneesh), de régulation algorithmique (Morozov), de gouvernance algorithmique (Ouellet), etc. En résumé, il s'agit de comprendre que les algorithmes façonnent les conduites humaines par le biais de systèmes prédictifs, de *nudges*², d'incitations et de recommandations, allant jusqu'à un contrôle avancé des comportements, par exemple concevoir un sac à main qui se verrouille si vous avez dépensé trop d'argent, ou encore une voiture qui reste bloquée si vous avez manqué un paiement. Pensons aux travailleurs et aux travailleuses des entrepôts d'Amazon, contrôlés par des algorithmes qui leur donnent des objectifs et des ordres, leur

accordent des récompenses et leur imposent des pénalités en fonction de calculs complètement opaques. Outre le fait de générer de la valeur, les algorithmes génèrent donc aussi de nouvelles formes de contrôle social, tout en renforçant le pouvoir des entreprises qui développent ces « machines intelligentes ».

Des vecteurs d'injustices croissantes

Les algorithmes amplifient et « automatisent » en quelque sorte des injustices sociales — des discriminations sexistes et raciales, des dynamiques coloniales et des inégalités entre classes sociales, par exemple — qui étaient déjà présentes avant leur apparition. La gouvernamentalité algorithmique se combine donc à des « oppressions algorithmiques » qui pénalisent davantage les femmes, les personnes racisées et/ou appauvries ainsi que les pays du Sud global et leurs populations. Par exemple, les personnes pauvres ont davantage de difficulté à obtenir des prêts et des polices d'assurance en raison de décisions automatisées, et les femmes sont discriminées à l'embauche par les algorithmes qui priorisent les CV masculins. Le capital algorithmique profite surtout à une élite économique presque exclusivement composée d'hommes blancs de la Silicon Valley et de quelques femmes, comme la directrice des opérations chez Facebook, Sheryl Sandberg, qui promeuvent un « néolibéralisme progressiste » ou un « féminisme du 1 % » pour reprendre les expressions de la philosophe Nancy Fraser.

En réponse aux critiques à ce sujet, les GAFAM tentent de corriger le tir en essayant de créer des algorithmes plus « inclusifs » et de « faire la morale aux robots » en engageant des spécialistes en éthique et en cooptant des militantes et militants chargés de collaborer avec leurs équipes d'ingénieurs. On voit aussi se multiplier des « déclarations sur le développement responsable de l'intelligence artificielle », vertueuses, mais sans portée pratique. Un nombre croissant d'acteurs considèrent même que les technologies algorithmiques pourraient contribuer à résoudre la crise climatique et à accélérer la transition écologique, que ce soit par « l'agriculture intelligente », les voitures autonomes, ou encore la gestion des énergies vertes grâce aux nouvelles technologies connectées.

La technologie nous sauvera

C'est là qu'apparaît un autre aspect du pouvoir algorithmique sur le plan idéologique : le solutionnisme technologique. Le chercheur Evgeny Morozov a inventé cette notion au début des années 2010 pour décrire le discours dominant promu par les chefs de file de la Silicon Valley et repris par les médias, les gouvernements et les *start-up* qui préconisent leurs solutions innovantes visant à « créer un monde meilleur » par diverses applications, plateformes et gadgets de toutes sortes. On valorise ainsi des plateformes de l'« économie collaborative » (UberEats, Airbnb, etc.) qui permettent de donner un revenu d'appoint et des petits boulots, en taisant le fait qu'elles se déploient grâce à la précarisation du marché du travail produite par quatre décennies de néolibéralisme. Ou encore on vante la « dématérialisation », qui apparaît comme une merveilleuse façon de décarboner l'économie, en négligeant l'impact environnemental de l'extraction des minerais et l'énergie nécessaire à l'infrastructure numérique.

Durant la pandémie, des applications de traçage, des drones, des robots-patrouilleurs et des systèmes de surveillance de masse visaient à réduire les risques de contamination, alors que les plateformes de visioconférence ont servi à maintenir diverses activités sociales, économiques et pédagogiques en période de confinement prolongé. Le temps passé devant les écrans a bondi en flèche à l'échelle sociétale et, avec lui, la quantité de données produites et l'influence des plateformes dans différentes sphères sociales, qui resteront largement numérisées une fois la pandémie terminée. Alors que les petites entreprises, les artistes, les étudiantes, les familles, les travailleuses de la santé, les travailleurs migrants ont été largement précarisés, les fortunes de Mark Zuckerberg

(Meta/Facebook), de Jeff Bezos (Amazon) et de Bill Gates (Microsoft) n'ont cessé de battre de nouveaux records. C'est sans oublier la rivalité entre Bezos et Elon Musk, pdg de Tesla, dans la course vers l'espace pour « sauver l'humanité ». Dans cette optique, si le capitalisme algorithmique prend fin un jour, il sera éventuellement remplacé par le « capitalisme spatial » qui pourra coloniser Mars et forer des astéroïdes, comme dans l'excellent film parodique *Don't Look Up*.

Réformes et résistances

Or, même en admettant que les algorithmes puissent un jour devenir plus « inclusifs » et « respectueux » de l'environnement, une question centrale demeure : voulons-nous vivre dans un monde de robots, où un nombre croissant de décisions sur le plan économique, social et politique sont recommandées ou prises en charge complètement par des algorithmes ? Voulons-nous d'un « monde administré » par le capital algorithmique ? Dans le cas contraire, comment pouvons-nous lui résister et par quoi le remplacer ? En faisant l'hypothèse que le pouvoir des GAFAM n'est pas seulement un phénomène accidentel ou le résultat de mauvaises intentions de quelques élites assoiffées de pouvoir, comment pouvons-nous transformer cette nouvelle configuration du système économique, qui prend aussi la forme d'un « ordre social institutionnalisé » qui inclut le monde politique, la nature, la culture et le travail de reproduction sociale ? Bref, comment changer la société à l'ère du capital algorithmique ?

Deux principales échelles d'intervention doivent être explorées et articulées : celle des réformes institutionnelles « par le haut », et celle des résistances, mobilisations et créations d'alternatives « par le bas ». Commençons par ce deuxième aspect, avec des exemples de luttes sociales et d'initiatives collectives qui se multiplient à travers le monde, que l'on pense aux tentatives de syndicalisation des personnes employées dans les méga-entrepôts d'Amazon ou aux luttes contre l'obsolescence programmée des produits d'Apple. Cette voie parsemée d'embûches, mais aussi vectrice de nouvelles actions collectives, compte des réussites : en mars 2020, par exemple, un recours collectif aux États-Unis a forcé Apple à verser 500 millions de dollars de dédommagement pour avoir délibérément ralenti ses iPhones de façon prématurée ; en avril 2022, des employés d'Amazon ont réussi à créer un premier syndicat aux États-Unis après deux décennies de luttes.

Un autre aspect de la « résistance par le bas » se trouve du côté de l'entrepreneuriat collectif près des milieux de l'économie sociale et solidaire et des « communs », qui visent à créer des alternatives aux GAFAM. Le mouvement des logiciels libres, le coopérativisme de plateforme, la création de communs numériques (comme Wikipédia et d'autres outils gérés collectivement) et de médias sociaux alternatifs représentent des voies intéressantes à explorer. La situation

monopolistique des géants du numérique qui profitent de l'« effet réseau », c'est-à-dire d'une masse critique d'utilisateurs rendant difficile la transition d'une plateforme capitaliste à une plateforme libre et coopérative, pose certes d'importants écueils. Combien de fois avez-vous songé à quitter Facebook, à renier Apple, à ne plus utiliser Google pour vos recherches ? Plusieurs ont aussi été déçus par les performances moindres des logiciels alternatifs, car le manque d'utilisateurs produit moins de données, des algorithmes moins performants, des designs moins séduisants et donc un manque de ressources pour améliorer ces outils qui restent ainsi à la remorque des applications dernier cri. Et lorsque ces alternatives obtiennent un certain succès, elles sont le plus souvent rachetées par les géants, comme WhatsApp par Facebook en 2014 et le réseau LinkedIn, avalé par Microsoft en 2016.

C'est pourquoi il est essentiel de combiner ces alternatives collectives et ces résistances locales à des réformes institutionnelles « radicales » permettant de limiter la domination des GAFAM et de faire émerger un monde numérique libre et démocratique. On peut penser spontanément à la résurgence du mouvement antitrust, en Europe et aux États-Unis particulièrement, qui revendique le démantèlement de l'oligopole d'Internet que dominent les GAFAM. Il y a aussi des lois concernant la protection des données personnelles, adoptées par l'Union européenne, qui constituent certaines avancées intéressantes. Mais nous restons encore ici dans les paramètres d'un capitalisme algorithmique régulé par l'État. Le passage vers une société postcapitaliste devra inévitablement s'attaquer à la propriété des moyens de production (algorithmique), et même au marché qui pourrait être remplacé en partie par des mécanismes de coordination alternatifs, comme la production pair-à-pair (P2P) basée sur les communs (un modèle inspiré de Wikipédia ou du réseau d'échanges décentralisé Napster), ou encore une planification économique démocratique appuyée par un usage modéré et bien ciblé d'algorithmes. La ville de Barcelone, par exemple, a adopté le concept de « souveraineté technologique » afin de démocratiser son infrastructure informatique, combattre les offensives des plateformes comme Airbnb et Uber et appuyer l'entrepreneuriat solidaire axé sur les communs numériques. Il s'agit là de quelques pistes qui témoignent de l'ampleur des enjeux et des chemins à inventer pour sortir un jour du royaume du capital algorithmique. ■

1— Lire à ce sujet Emiliano Arpin-Simonetti, « Le grand remplacement robotique n'aura pas lieu — Entrevue avec Antonio A. Casilli », *Relations*, n° 808, mai-juin 2020.

2— Terme qui désigne les techniques issues de la science du comportement et des théories de l'éducation permettant d'influencer les comportements des gens dans le sens désiré, sans les y contraindre.